



Le 9 avril 2020

À Monsieur Loïc CHESNAIS-GIRARD  
Président du conseil régional de Bretagne

Objet : l'urgence de décisions audacieuses

Monsieur le Président,

Nous avons appris avec grande satisfaction votre volonté de soutenir dans les faits le programme concernant les MAEC et Bio, pour l'année 2020, concernant plus de 5 600 paysannes et paysans bretons engagés dans une démarche de transition écologique. Nous prenons acte des 30 millions d'euros remis au pot pour les soutenir, dont 10 millions d'euros fournis par la seule région Bretagne elle-même (0,6% du budget régional). Cette orientation va dans le sens de vos annonces antérieures, notamment en novembre dernier au moment du vote du SRADDET, sur la nécessaire transition écologique de l'agriculture bretonne.

En revanche, la crise sanitaire inédite que nous vivons actuellement nous oblige à la cohérence et à l'accélération de la mise en œuvre des politiques engagées.

L'agriculture bretonne, avec sa part de 47% des émissions des gaz à effet de serre, est l'une des plus impactantes en Europe au niveau climatique. En raison de sa spécificité à dominance d'élevage, il lui reste d'énormes progrès à réaliser. Cependant on peut aller vers une évolution rapide de la sole bretonne et une remise en cause des pratiques agressives et polluantes, si tout est mis en œuvre de façon concertée.

Dans ces périodes difficiles de grande fragilité, nous avons besoin d'une vision européenne. Avant le vote définitif de la prochaine politique agricole (dont les orientations sont de fait balayées par l'actualité), nous avons besoin **que la région Bretagne s'unisse avec les autres Régions pour peser de tout leur poids sur les dernières marges de manœuvre disponibles.**

Toutes les aides nécessaires à l'agriculture doivent être consacrées à la transition vers une agriculture paysanne et bio. **Nous attendons une remise en cause complète de toutes les aides liées à la concentration via les PCAEA et le Grand Plan d'Investissement Macron.** D'ailleurs, de nouvelles recherches suggèrent que les concentrations animales dans les élevages industriels pourraient être à l'origine du Covid 19.

Alors que nous sommes en pleine crise, le gouvernement prend le risque d'un nouveau scandale sanitaire en réduisant par deux les distances d'épandages des pesticides prévues dans l'arrêté (déjà au rabais) pris fin décembre 2019. Tous les Préfets bretons semblent prêts à obéir aux injonctions d'un lobby agricole peu scrupuleux, exposant une fois de plus la vie des plus fragiles.

Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest  
Siège social : La Primelais 35830 BETTON  
[victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr](mailto:victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr)

Notre Collectif agit au quotidien aux côtés des malades. Il attend de vous une prise de position forte pour **remettre en cause ces dérives dangereuses et intolérables via les chartes préfectorales**. Il n'est pas possible d'attendre 2040 pour parvenir à l'arrêt définitif des pesticides.

Cette crise sanitaire exceptionnelle, dont nul ne connaît l'issue, invite à prendre des décisions exceptionnelles pour répondre aux angoisses du moment, mais aussi aux enjeux à moyen terme concernant la question climatique.

Monsieur Le Président, en décembre dernier vous avez créé l'émoi en Bretagne en validant 18 dossiers de poulaillers géants. Ces projets font partie d'un plan d'ensemble d'une centaine de poulaillers. Pour en mesurer l'impact négatif, il suffit juste de rappeler que les importations de soja en Bretagne ont augmenté de 12% en 2019 et risquent de s'aggraver encore avec l'industrialisation injustifiée de certaines fermes.

Nous attendons de votre part une décision audacieuse, certes exceptionnelle et inédite, pour **mettre fin à tous les soutiens aux fermes usines et à l'utilisation des terres bretonnes destinées à des fins énergétiques**. Tous nos efforts doivent porter sur l'autonomie alimentaire de la ferme régionale bretonne, notamment en protéines.

Monsieur le Président, c'est maintenant qu'il faut opérer le changement de type d'agriculture. On ne peut plus tolérer la politique du « tout en même temps ». Les Bretonnes et les Bretons attendent une cohérence dans vos décisions.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Collectif,  
Le président,  
Michel BESNARD